

## Burundi : manifestation contre la commission d'enquête de l'ONU

RFI, 09-10-2016 Dans la capitale burundaise, plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi 8 octobre notamment à l'appel de la mairie et d'organisations proches du pouvoir devant le siège de l'Union européenne et celui du bureau des droits de l'homme de l'ONU. Une opération visant notamment à dénoncer la résolution du Conseil des droits de l'homme de l'ONU qui a annoncé fin septembre l'ouverture d'une enquête sur des personnalités du régime soupçonnées de violations des droits de l'homme depuis avril 2015.

Depuis 3 semaines, les autorités de Bujumbura, de plus en isolées et critiquées sur la scène internationale, font appel à la mobilisation populaire pour faire pression sur les pays et instances internationales qui déclament des investigations sur ces violations présumées. « Escrocs », « corrompus », ont scandé plusieurs milliers de manifestants devant la représentation européenne et le bureau des droits de l'homme de l'ONU. En tête de cortège, le maire de Bujumbura et le porte-parole du ministre de l'Intérieur Thérèse Ntahiraja ont coordonné cette démonstration de force du mouvement populaire, tout se positionnant en garants de la légalité. Une colonne « fondée », selon Thérèse Ntahiraja. En réponse aux appels des manifestants à expulser les représentants onusiens des droits de l'homme, sous peine de s'en charger eux-mêmes, Thérèse Ntahiraja n'a pas fermé la porte à une telle expulsion mais joué l'apaisement. « Utiliser la force est impossible. Les mesures à prendre doivent se faire conformément à la loi », a-t-il déclaré sans toutefois oublier d'insister sur le fait que la colonne des manifestants est pour lui tout à fait fondée. Les Nations unies sont la principale cible des mobilisations régulières encouragées par le pouvoir depuis le fin septembre et la publication d'un rapport d'experts onusiens évoquant de possibles crimes contre l'humanité commis par les autorités. Le 29 septembre, à la veille de l'adoption de la résolution pour l'ouverture d'une enquête sur les exactions présumées du régime, objet de la contestation de ce samedi, une grande mobilisation avait déjà été organisée pour mettre la pression sur le conseil des droits de l'homme de l'ONU, mais en vain. Les manifestants ont aussi scandé des slogans en soutien à la décision des autorités de quitter la Cour pénale internationale.